

Visite du président de la République en Guinée-Equatoriale hier Vers un sommet extraordinaire de la Cémac



Séance de travail élargie aux délégations des deux pays frères.



Le président de la République a été accueilli par son homologue équato-guinéen.

J.O.

Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, était, hier, en visite de travail, à Malabo en République de Guinée-Equatoriale où il a eu un tête-à-tête avec son homologue équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema

Mbasogo.

Les deux hommes d'Etat ont abordé des sujets en rapport avec la crise économique mondiale qui n'épargne pas les pays de la sous-région. Pour y faire face, les deux dirigeants ont convenu de l'urgence d'organiser un sommet extraordinaire des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cémac) dans les

jours à venir. Mais, le lieu de ces assises n'a pas été déterminé lors de la rencontre d'hier. En ligne de mire de ce prochain sommet des chefs d'Etat de la sous-région, la mise en place des mécanismes opérant pour sortir de la situation difficile qui sévit durement dans notre espace économique. Le tout à travers la diversification des économies nationales qui devraient permettre une

réelle dynamisation du développement économique de l'Afrique centrale. Les questions sécuritaires n'étaient pas en marge de ce déplacement du numéro un gabonais à Malabo. Ali Bongo Ondimba et Obiang Nguema Mbasogo se sont accordés sur l'obligation de renforcer les mécanismes existants afin de promouvoir la paix et la sécurité dans cette sous-région. Tout

comme, ils se sont félicités de l'excellence des liens entre les deux pays frères unis par les peuples, la culture et la géographie. Puis, il se sont réjouis de l'effectivité du traité d'amitié et de bon voisinage signé le 13 juin 2013 à Libreville. A noter que cette visite de travail intervient 6 mois après celle effectuée par le chef de l'Etat dans ce pays. Malabo avait alors constitué

une des étapes de la tournée sous-régionale du président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Ali Bongo Ondimba. Là aussi, les questions de paix et de sécurité étaient au menu des échanges entre les deux présidents. Le numéro gabonais a regagné Libreville hier en fin de journée.

Commémoration du 58e anniversaire de l'Indépendance/Lambaréné La tradition respectée

E. N. & H.N.M

Libreville/Gabon

DANS le cadre des festivités marquant la célébration du 58e anniversaire de l'accession de notre pays à souveraineté internationale, les autorités du Moyen-Ogooué, en tête desquelles le gouverneur (sortant) de la province, Michel Nguéba Koumba, ont mis les petits plats dans les grands pour la réussite de cet événement à Lambaréné.

Le président provincial du Comité des Fêtes, M. Jean-Baptiste Ozouaki, a été l'homme à tout faire durant les préparatifs de cette fête nationale. En effet, dans l'optique de vivre cette commémoration dans une ville



Une vue de la tribune officielle.

propre et conviviale, ce dernier a instauré une journée "ville propre" la veille du 17 août. Cette opération de nettoyage de la ville a été appréciée par les populations locales. La veille également, c'est-à-dire le 16 août, le rituel du

dépôt de la gerbe de fleurs au monument des morts, situé à l'esplanade de la mairie, a été effectué par le gouverneur. C'était en présence de tous les directeurs provinciaux, des chefs de service, ainsi que des responsables des forces de sé-



Une vue des passages des troupes.

curité et de défense en poste dans la capitale migo-véenne. Le jour j, vendredi 17 août, tout a commencé avec les décorations. Avant que ne commence le défilé proprement dit qui a duré plus de deux heures d'horloge. On a

essentiellement observé le passage des forces de sécurité et de défense (gendarmerie, police et garde pénitentiaire), des organisations des jeunes, des administrations, des associations locales. Toute chose ayant conduit Michel Nguéba

Koumba a exprimé sa satisfaction quant à la réussite de l'événement.

"Le 17 août est une fête nationale et par conséquent, a-t-il dit, tous les Gabonais et Gabonaises devraient se sentir concernés. Avoir 58 ans d'existence c'est être mature, il faut rompre avec le passé et se tourner résolument vers l'avenir". Et de paraphraser le chef de l'Etat : "Comme l'a dit le président de la République SE Ali Bongo Ondimba dans son discours à la Nation, le 17 Août est doublement un jour de joie, car il y a un seul Gabon, donc Aimons-le ! Chérissons-le ! Préser-vons-le !...".

Le traditionnel feux d'artifices a clôturé la célébration du 58e anniversaire de l'indépendance du Gabon à Lambaréné.

Réduction du train de vie de l'Etat

Le FPG propose "la suppression des institutions qui ne servent à rien au pays"

H.N.M

Libreville/Gabon

Le président du Front patriotique gabonais (FPG), Gérard Ella Nguéma, a animé récemment, à son siège sis à Nkembo, une conférence de presse. A cette occasion, il a, au nom de son parti, suggéré certaines pistes de solutions devant permettre à l'Etat d'engranger un peu plus d'économies, en plus des mesures impopulaires adoptées par le gouvernement. Au nombre de ses proposi-

tions, l'orateur a pointé "la suppression des institutions et fonctions qui ne servent à rien au pays". Lesquelles malheureusement, selon lui, alourdissent les charges de l'Etat. Le président du FPG cible plus précisément "le sulfureux" poste de vice-président de la République dont, dit-il, "l'utilité reste méconnue de l'ensemble des Gabonais, sinon un chargé de mission en plus". Il cite également le Sénat, Chambre haute du Parlement, dont les missions, pour lui, s'assimilent à celles de l'Assemblée nationale. "Son utilité ne paraît pas avérée, à moins de redéfinir le bicaméralisme



Gerard Ella Nguéma (micro), lors de son propos.

dans notre pays", a estimé l'ancien candidat à la présidentielle de 2016. Le ministère de l'Egalité des chances dont "on ne perçoit

pas très bien l'utilité et la vision", la Médiation de la République et "ses actions qui ne sont toujours pas perceptibles", sont un gouffre à

sous inutile pour l'Etat, selon le FPG. De même que les Agences créées depuis 2009 qui, dit-il, "alourdissent considérablement les dépenses de l'Etat et remplissent au passage les poches de quelques individus cités aujourd'hui dans des affaires de détournements de fonds publics".

Dans la même veine, le FPG suggère à l'Exécutif d'apporter certaines innovations dans le paysage économique du pays, en créant une taxe sur "les grandes fortunes et sur le patrimoine immobilier". Ce d'autant que, explique Ella Nguéma, la spoliation du

pays par certains ennemis de la Nation, fait de l'Etat, un éternel locataire alors qu'il possède son propre patrimoine immobilier. "Nous savons qu'ils sont nombreux à avoir pillé les caisses de l'Etat pour s'offrir des grands immeubles et bâtiments qu'ils font aujourd'hui louer à des sommes exorbitantes à l'Etat", a soutenu le président du FPG.

Toujours dans le cadre de ses propositions, Gérard Ella Nguéma ajoute la construction de routes bitumées dans un partenariat public/privé, avec l'instauration d'un système de pail-